

Conflit en Ethiopie : que se passe-t-il dans la région du Tigré ?

Wahoub Fayoumi

12 novembre 2020

Depuis plusieurs semaines, un conflit armé fait rage dans l'État du Tigré, au nord de l'Ethiopie, entre le gouvernement fédéral et les rebelles de la région. Plus de 11.000 Éthiopiens se sont réfugiés en 48 heures dans l'est du Soudan, relevait-on mercredi. Mais que se passe-t-il réellement dans le pays ? Quelle est la nature du conflit ? Quelques éléments de réponse avec Patrick Ferras, docteur en géopolitique et auteur d'une thèse sur les Forces de défense nationale éthiopiennes.

WF : Que se passe-t-il en Ethiopie depuis quelques semaines ? Qui sont les belligérants qui se font face ?

P.F. : Les événements qui se déroulent actuellement à la frontière sud de la région-État du Tigray opposent les forces de défense nationale éthiopiennes, c'est-à-dire l'armée éthiopienne, aux forces tigréennes, qui sont composées de milices, de polices et de forces spéciales. Depuis son accession au pouvoir, le Premier ministre Abiy Ahmed est en opposition constante avec les Tigréens, que l'on regroupe généralement sous le terme de TPLF, c'est-à-dire Front de libération des peuples tigréens.

WF : Pourquoi cette flambée de la part de certaines factions ou communautés aujourd'hui ? Quelle est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres ?

P.F. : Tout s'est accéléré depuis que les Tigréens ont organisé leurs propres élections, alors que les élections éthiopiennes sont officiellement repoussées, sans que l'on connaisse la date de leur déroulement. Les uns et les autres s'estiment légitimes dans leurs actions, et la volonté actuelle du Premier ministre est d'arrêter les leaders du TPLF, et de mettre en place une forme de tutelle au Tigray jusqu'aux prochaines élections. L'armée éthiopienne s'appuie aussi sur les éléments armés de la région Amhara, au sud du Tigré, car ces derniers ont toujours une revendication territoriale et en profitent pour récupérer des terres qu'ils estiment amharas et non tigréennes. C'est donc une véritable guerre civile aux conséquences désastreuses, mais qui était prévisible.

Le feu aux poudres a été mis dans la nuit du 3 au 4 novembre. Deux discours s'opposent, sans que l'on puisse déterminer lequel est le vrai : le Premier ministre a annoncé que les Tigréens auraient attaqué des éléments de l'armée éthiopienne stationnés au Tigré ; les Tigréens dénoncent en représailles une action des forces spéciales éthiopiennes venues pour arrêter leurs leaders – action qui aurait échoué –, ils auraient attaqué la caserne mentionnée par le Premier ministre. Les communications étant coupées du côté tigréen, il est difficile de savoir ce qui se passe. Aujourd'hui, aucun service lié aux nécessaires et vitales communications ne peut se faire.

WF : Comment interpréter l'entrée dans le conflit du Premier ministre Abiy Ahmed, par ailleurs Prix Nobel de la paix ?

P.F. : Il y a une volonté de la part du Premier ministre d'imposer la position fédérale à des Tigréens qu'il estime être des rebelles. C'est la raison pour laquelle dans ses discours, il les appelle "la clique des Tigréens" et il veut absolument les arrêter pour que le problème soit réglé et donc mettre en place une administration à la place de ce TPLF et en même temps attendre les prochaines élections. Pour l'instant, c'est un combat de chefs entre les Tigréens et le Premier ministre, un jeu, qui pourrait s'étaler un petit peu plus dans tout le pays, donc c'est loin d'être gagné, si l'on peut dire. Et quelle que soit la situation, il y aura des conséquences graves en interne en Ethiopie.

WF : Quelles seront les conséquences sur les pays voisins (réfugiés, instabilité, etc.) ?

P.F. : Les conséquences en interne sont a priori plus importantes qu'à l'international ou au régional. Les combats entre frères éthiopiens – Amharas, Oromos, Tigréens – laisseront des taches indélébiles pour

plusieurs années, car les morts s'accumulent. Quel que soit le résultat, c'est-à-dire un cessez-le-feu, une destruction du TPLF ou un borbier pour l'armée éthiopienne, la fragile unité du pays est réduite à zéro. Les arrestations récentes, rapportées par vos confrères, de personnalités ayant aidé les Tigréens soulignent que la population n'est pas favorable à la seule ligne du Premier ministre. La situation économique et sécuritaire est difficile dans le pays, ce qui veut dire qu'Abiy Ahmed est obligé de conclure cette aventure militaire sur un succès.

L'Union Africaine, dont le quartier général est à Addis-Abeba [la capitale éthiopienne, ndlr], a une carte importante à jouer pour donner une impulsion à ce qu'on appelle les "solutions africaines à un problème africain". Mais j'ai bien peur qu'elle reste très silencieuse.

Sur le plan international et régional, et au vu des communiqués frileux des Nations-Unies et de l'Union africaine, comme des positions affirmées par Abiy Ahmed, qui déclare que c'est un problème strictement national, il n'y a que peu de chances que les combats cessent. Les discussions sur le barrage de la Renaissance [un barrage sur le Nil en Ethiopie, sujet à des négociations avec le Soudan et l'Egypte, ndlr] risquent d'être fortement ralenties, ce qui n'arrangera pas les affaires des Soudanais et des Egyptiens.

Il y a à mon avis peu de chances que les forces armées érythréennes s'engagent, dans la mesure où elles sont d'un très faible niveau technique et opérationnel. Je ne crois pas à un embrasement militaire régional. Quant à la Somalie et Djibouti, ils ne seront pas affectés durablement sur le plan économique. C'est une région qui est déjà fortement touchée par les problèmes de réfugiés et de déplacés, il y en aura un petit peu plus si l'on peut dire, mais ce n'est pas quelque chose qui va déstabiliser la région.